

BILAN ASSISTANCE 2024

la protection des journalistes en exil,
un impératif pour la liberté de la presse



SOMMAIRE



AVANT-PROPOS : soutenir les journalistes en exil, un impératif pour le droit à l'information	3
REPÈRES	4
Le rôle du bureau assistance de RSF : un soutien d'urgence crucial aux journalistes et médias en danger	4
L'action du bureau assistance de RSF à l'international auprès des médias et des journalistes	5
ASIE - PACIFIQUE :	
L'INSÉCURITÉ PERMANENTE DES JOURNALISTES AFGHANS ET BIRMANS	6
A/ Afghanistan : la presse sous silence et l'exode vers le Pakistan	6
B/ Birmanie : les journalistes en clandestinité	7
EUROPE DE L'EST - ASIE CENTRALE :	
LES JOURNALISTES FACE À LA CENSURE	8
A/ Russie : informer depuis l'exil pour déjouer la propagande du Kremlin	8
B/ Kirghizistan : une année sombre pour la liberté de la presse	9
C/ Azerbaïdjan : vague d'arrestations et exil forcé	9
AFRIQUE :	
LES JOURNALISTES FORCÉS À L'EXIL EN RAISON DES CONFLITS ARMÉS	10
A/ RDC : impunité, insécurité et conflits armés forcent les journalistes à se déplacer	10
B/ Soudan : fuir ou couvrir la guerre au péril de sa vie, le douloureux choix des journalistes	11
C/ En Éthiopie, la fuite des journalistes pris au piège d'un conflit sans fin	11
MOYEN-ORIENT :	
LA GUERRE CONTRE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN IRAN, EN SYRIE ET EN PALESTINE	12
A/ Iran, l'exil sous surveillance : les journalistes victimes de la répression au-delà des frontières	12
B/ Palestine : plus de 150 journalistes tués à Gaza par l'armée israélienne dans un territoire fermé	12
C/ Syrie : les journalistes dénués de toute protection	13
AMÉRIQUES :	
L'ACHARNEMENT DES AUTORITÉS À L'ÉGARD DES VOIX CRITIQUES AU NICARAGUA	14
LES RECOMMANDATIONS DE RSF	15

SOUTENIR LES JOURNALISTES EN EXIL, UN IMPÉRATIF POUR LE DROIT À L'INFORMATION

par Victoria Lavenue,
Responsable assistance de RSF

En 2024, Reporters sans frontières (RSF) a démontré une fois de plus son engagement obstiné à soutenir les journalistes à travers le monde. Alors que nous alertons dans notre [bilan annuel des exactions](#) sur la recrudescence des risques pour les journalistes en zones de conflit, notre activité d'assistance révèle l'ampleur de l'exode contraint de journalistes.

Plus de 700 journalistes ont bénéficié d'un soutien d'urgence de la part de RSF en 2024. La majorité (plus de 70 %) des fonds a été allouée pour des réinstallations temporaires ou des exils définitifs de professionnels forcés de fuir en raison de menaces imminentes, telles que des menaces de mort, d'emprisonnement ou de fermeture de leurs rédactions. L'exil devient alors la seule option pour imaginer pouvoir continuer à exercer librement une mission d'information.

Nous avons été particulièrement sollicités et mobilisés pour soutenir des journalistes d'Afghanistan, pays où la liberté de la presse est de plus en plus exsangue, avec notamment des dizaines de fermetures de médias encore en 2024. En Russie et au Kirghizistan, pays où les médias indépendants n'ont plus droit de cité, les professionnels de l'information sont aussi contraints à l'exil, face au risque d'incarcération. Même credo en Iran et en Syrie, ainsi qu'en Birmanie, l'une des trois plus grandes prisons du monde pour les journalistes. Au Soudan, la guerre civile qui fait rage rend l'exercice du métier des plus dangereux.

Le reste des aides financières d'urgence de RSF a permis de soutenir les journalistes dans leurs pays d'origine ou de transit face à la répression, en contribuant notamment à la couverture de frais essentiels tels que les honoraires d'avocats, les soins médicaux ou le remplacement d'équipement professionnel endommagé ou confisqué.

En parallèle, plus de 400 journalistes ont bénéficié d'un soutien administratif crucial de RSF dans leurs démarches de demande de visa et d'asile, principalement vers l'Allemagne et la France. Chaque journaliste mis en sécurité est une victoire contre la répression et les tentatives de musellement de la presse.

Mais des défis demeurent. De nombreux journalistes se trouvent toujours en attente de leurs visas dans des pays de transit, où ils sont exposés à des risques de représailles ou d'expulsion vers des territoires hostiles. C'est le cas de journalistes soudanais en Égypte, de professionnels de l'information afghans au Pakistan, ou birmans en Thaïlande. RSF le répète : informer n'est pas un crime, réprimer ceux qui informent l'est.

LE RÔLE DU BUREAU ASSISTANCE DE RSF : UN SOUTIEN D'URGENCE CRUCIAL AUX JOURNALISTES ET MÉDIAS EN DANGER

Le bureau assistance de RSF, coordonné depuis Paris avec une équipe active à Berlin, met en œuvre une série de mesures concrètes pour soutenir les journalistes et les médias en situation d'urgence à travers le monde. Ce soutien se déploie principalement sous forme d'assistance financière et administrative. L'identification des besoins et la vérification des informations sont menées avec le concours des bureaux RSF à Dakar, Rio de Janeiro, Taipei et Tunis.

L'objectif du bureau assistance est d'offrir une aide immédiate et directe aux journalistes de toutes nationalités confrontés à des menaces graves en raison de leur travail. Les soutiens d'urgence proposés aux journalistes se matérialisent sous la forme de bourses allant de 500 à 2 500 euros. Ces bourses ont pour but de prendre en charge des réinstallations d'urgence, des frais d'avocats ou médicaux, un soutien psychologique, ou le remplacement de matériel détruit ou confisqué. Le soutien peut également être administratif, *via* des accompagnements dans des procédures de demande de visa ou d'asile.

Le soutien proposé par le bureau assistance de RSF n'est pas uniquement destiné aux journalistes faisant l'objet de persécutions, il peut aussi être dirigé vers des médias faisant face à des crises sécuritaires ou financières. Les équipes peuvent être menacées d'emprisonnements, de violences physiques, de harcèlement judiciaire, de cyberattaques ou de pressions politiques ou économiques. RSF met alors en place des mesures d'urgence pour soutenir les médias en péril : remplacement du matériel détruit ou confisqué, protection des locaux de la rédaction, financement des salaires ou des frais de fonctionnement du média. Cette réponse rapide et ciblée permet à des rédactions, parfois sur le point de disparaître, de continuer à informer la population dans des régions déstabilisées.

En 2024, l'organisation a apporté un soutien d'urgence à 42 médias dans 16 pays, dont 21 se trouvent actuellement en exil. Cet engagement, qui repose sur un budget de 363 000 euros, vise à garantir la survie de médias indépendants essentiels au droit à l'information et au pluralisme de l'espace médiatique.



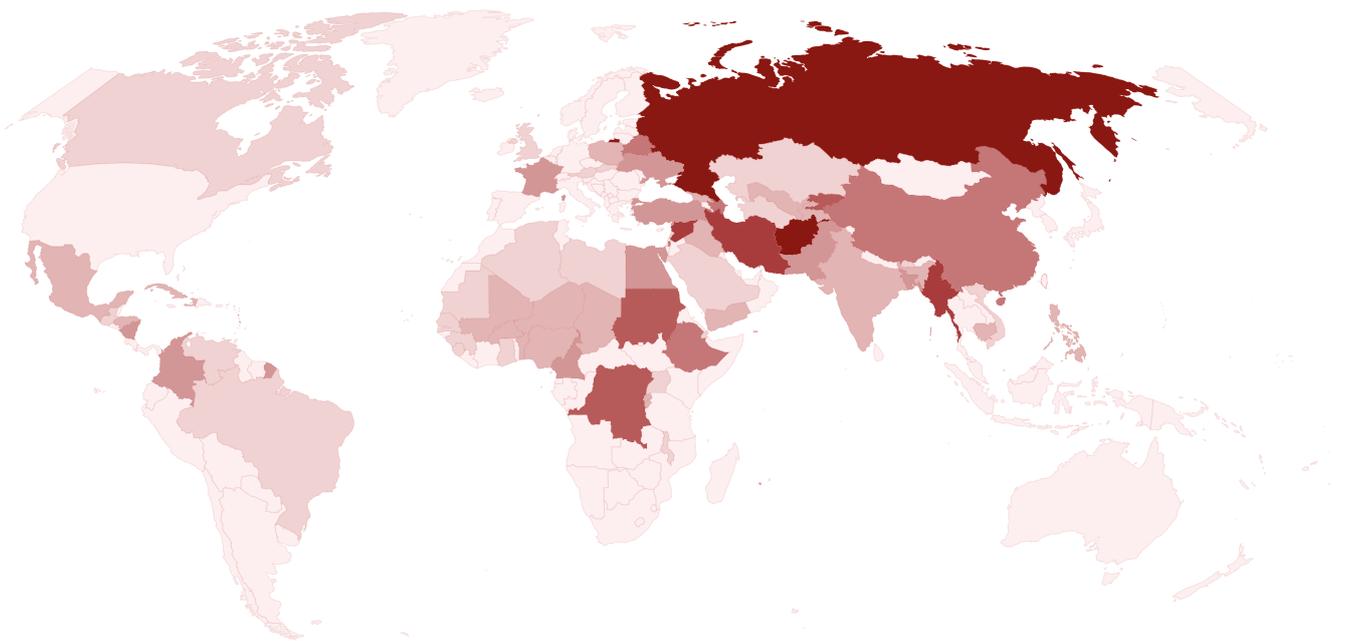
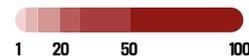
L'ACTION DU BUREAU ASSISTANCE DE RSF À L'INTERNATIONAL AUPRÈS DES MÉDIAS ET DES JOURNALISTES

RSF déploie des soutiens d'urgence pour venir en aide aux professionnels des médias menacés dans l'exercice de leur mission. En 2024, grâce à ces actions, allant de la prise en charge médicale et juridique à l'aide à la réinstallation, RSF continue de protéger les voix libres et de défendre le droit à l'information.

716 journalistes soutenus par le bureau assistance de RSF en 2024

Plus de la moitié des journalistes ayant bénéficié de l'assistance de RSF en 2024 sont originaires d'Afghanistan, de Russie, de Birmanie, d'Iran et de Syrie.

Nombre de journalistes soutenus au 31 décembre 2024



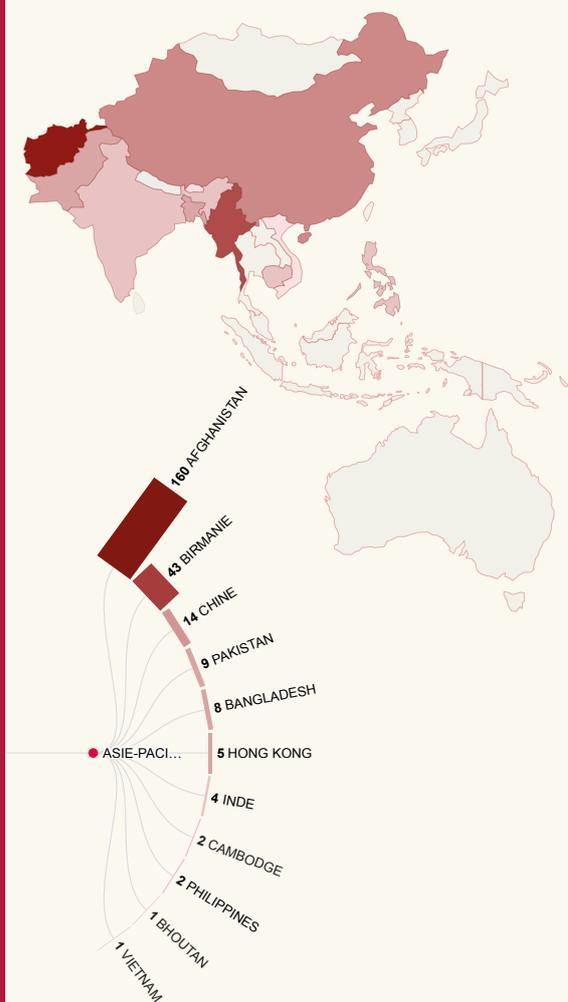
Comment les bourses de RSF aident-elles les journalistes ?

En 2024, 367 bourses ont permis de relocaliser des journalistes et des médias



249 journalistes d'Asie-Pacifique soutenus par RSF en 2024

Nombre de journalistes soutenus



L'Afghanistan reste au cœur de l'activité du bureau assistance de RSF, avec

160
journalistes soutenus en 2024.



ASIE-PACIFIQUE

L'INSÉCURITÉ PERMANENTE DES JOURNALISTES AFGHANS ET BIRMANS

A/ Afghanistan : la presse sous silence et l'exode vers le Pakistan

Trois ans après le changement de régime à Kaboul et la reprise de pouvoir par les talibans, l'Afghanistan reste au cœur de l'activité du bureau assistance de RSF, avec 160 journalistes soutenus en 2024. Plus d'une centaine d'entre eux sont actuellement bloqués au Pakistan en attente d'un visa humanitaire. Ce grand nombre de journalistes en parcours d'exil illustre la violence des attaques contre la liberté de la presse, devenue de plus en plus exsangue, dans le pays : médias fermés, législations excluant les femmes du paysage médiatique, arrestations arbitraires...

Parmi les journalistes qui sollicitent le bureau assistance de RSF, ils sont nombreux à avoir quitté l'Afghanistan après avoir été placés en détention, pour des durées allant d'une journée à plusieurs semaines. Il n'est pas rare qu'ils y aient été soumis à la torture ou à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. En ce qui concerne les femmes journalistes, elles sont nombreuses à avoir vu leur père ou un membre masculin de leur famille se faire battre sous leurs yeux par les talibans, qui préfèrent s'en prendre à leur « *mahram* », ou chaperon, pour les contraindre à mettre un terme à leur travail. C'est généralement après ce genre d'attaques qu'elles décident de quitter le pays.

La plupart des professionnels de l'information contraints au départ trouvent refuge, de manière temporaire ou permanente, en Iran ou au Pakistan. Or si l'exil a permis à certains médias de contourner les interdictions imposées par les talibans et a généré un certain renouveau du paysage médiatique couvrant le pays, la situation des journalistes afghans en exil dans ces deux pays reste précaire et extrêmement dangereuse. Outre le fait qu'ils n'ont que très rarement l'opportunité de poursuivre leur travail et qu'ils peuvent éprouver des difficultés face au coût de la vie, ils sont exposés au harcèlement policier, aux campagnes de racisme et aux politiques ségrégationnistes mises en place par les autorités. Sans parler des graves risques de rapatriement forcé vers l'Afghanistan, un grand nombre d'entre eux demeurent exposés, sur place, aux menaces des talibans, en particulier ceux qui se sont réfugiés au Pakistan.

La majorité des chancelleries européennes refusent d'examiner les demandes de visa des ressortissants afghans présentées depuis l'Iran ou le Pakistan, n'acceptant de traiter les demandes d'asile que si les demandeurs se trouvent déjà sur leur sol. Le programme de visa humanitaire mis en place par le gouvernement allemand en 2022 a été fermé en décembre 2024. Ainsi, les journalistes afghans disposent de très peu de possibilités pour quitter les pays de transit que sont le Pakistan et l'Iran, où ils sont constamment menacés d'expulsion.



B/ Birmanie : les journalistes en clandestinité

Près de quatre ans après le coup d'État qui a contraint une grande partie de la corporation à l'exil, la fuite des journalistes birmans se poursuit. Sous la répression de la junte militaire au pouvoir, la Birmanie – 171^e au Classement mondial de la liberté de la presse de RSF – est l'une des plus grandes prisons du monde pour les professionnels de l'information. Ils sont au moins 61 à y être incarcérés à ce jour.

En 2024, le bureau assistance de RSF a soutenu financièrement 43 journalistes birmans. Cinq d'entre eux sont toujours en Birmanie et sont contraints de vivre dans la clandestinité. Le soutien de RSF leur a permis de se déplacer à l'intérieur du pays pour fuir la répression, de couvrir leurs frais médicaux ou encore d'être mieux équipés face aux risques encourus. L'organisation a aussi octroyé des bourses d'urgence à près de 40 journalistes en exil en Thaïlande et au Bangladesh afin qu'ils puissent se réinstaller. La plupart d'entre eux ne bénéficient pas de titre de séjour pérenne et sont dans une situation irrégulière, ce qui les expose à des arrestations et à du racket de la part des autorités locales, voire même à une expulsion vers la Birmanie. Un grand nombre d'entre eux franchissent toutefois régulièrement la frontière clandestinement, pour continuer à couvrir l'actualité dans leur pays d'origine. Ils prennent ainsi d'immenses risques pour informer sur les exactions de la junte et faire en sorte que leur pays ne deviennent pas une zone de non-information.

En octobre 2024, RSF a inauguré à Chiang Mai, dans le nord-ouest de la Thaïlande, le Myanmar Press Freedom Project. Ce programme, développé en partenariat avec l'organisation Exile Hub, vise à fournir aux journalistes birmans, qui opèrent en exil ou depuis la Birmanie, du matériel, tels que des ordinateurs portables, des téléphones, des batteries solaires, ainsi que des outils de sécurité numérique. Il prévoit également l'organisation de formations pour renforcer leurs capacités.



214 journalistes d'Europe de l'Est et d'Asie centrale soutenus par RSF en 2024

Nombre de journalistes soutenus



En 2024, le bureau assistance de RSF a soutenu

72

journalistes russes en exil.



EUROPE DE L'EST ASIE CENTRALE

LES JOURNALISTES FACE À LA CENSURE

A/ Russie : informer depuis l'exil pour déjouer la propagande du Kremlin

En 2024, le bureau assistance de RSF a aidé financièrement 72 journalistes russes à se réinstaller hors de leur pays et à poursuivre leur travail d'information depuis l'exil, permettant de lutter contre la propagande du Kremlin.

Depuis l'invasion de l'Ukraine à grande échelle en février 2022, le gouvernement russe, via son régulateur des médias, le Roskomnadzor, n'a cessé d'intensifier ses attaques contre les médias indépendants. En mars 2022, un amendement a été adopté pour punir d'une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison les journalistes qui publieraient ce que les autorités qualifient de « fausses informations » sur les forces armées russes. Depuis, l'avenir s'est définitivement assombri pour les derniers représentants de la presse indépendante, poussant des centaines de professionnels des médias à fuir la Russie. Aujourd'hui, une vingtaine de médias ont été déclarés « indésirables » par le pouvoir russe tandis que plus de 320 médias et journalistes ont été labellisés « agents de l'étranger », selon l'ONG russe OVD-Info.

La plupart des journalistes russes cherchent à se réinstaller en Géorgie et dans les pays de l'Union européenne (pays baltes, Pologne, Allemagne), où des dizaines de rédactions russes se sont reformées et continuent, entre autres, de documenter les exactions commises en Ukraine. Cependant, la situation administrative de nombre d'entre eux est instable et fait craindre un retour forcé en Russie.

En 2024, le bureau de RSF Allemagne à Berlin a permis à 63 journalistes russes de rejoindre l'Allemagne et le bureau assistance de Paris a permis à 12 autres de se réinstaller en France. C'est aussi dans la capitale française que RSF a contribué, avec l'association Russie-Libertés, à l'ouverture d'un studio professionnel pour les journalistes et rédactions russes en exil, afin qu'ils puissent produire du contenu journalistique à destination du public russophone et proposer une alternative à la propagande du Kremlin. « Le soutien de RSF a été sans faille. Nous avons pu acheter le matériel nécessaire et rapidement ouvrir le studio aux journalistes et médias russophones », témoigne Olga Kokorina, directrice de l'Espace Libertés. Un soutien financier a également été apporté à la rédaction de *Novaya Gazeta Europe*. « Le soutien de RSF a été précieux pour faire avancer nos objectifs, et notamment pour améliorer nos capacités d'investigation et élargir notre production », témoigne Arnold Khachaturov, rédacteur en chef et responsable du datajournalisme chez *Novaya Gazeta Europe*.

Toutefois, une fois en France, la régularisation du statut administratif de ces journalistes n'est malheureusement pas sans embûche et certains d'entre eux, pourtant arrivés dès le début de la guerre, rencontrent encore des difficultés lors du renouvellement de leur

Reporters sans frontières (RSF), SINGA, la Maison des journalistes (MDJ) et l'agence publique française CFI ont lancé en septembre 2024 le programme Voix en Exil, un nouveau projet de soutien et d'accompagnement de journalistes et médias en exil, soutenu par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Développé à Paris, il a pour but de fournir aux journalistes exilés un soutien à la fois humain, professionnel et logistique pour leur permettre de continuer à exercer leur métier dans un environnement sûr. Chaque année, ce sont 18 journalistes qui seront accueillis au sein de ce programme de trois ans. Ils sont hébergés en Île-de-France et intégrés à un incubateur de médias accueilli à la Gaité Lyrique.

Le projet Voix en Exil repose sur trois piliers :

- Accueillir et sécuriser les journalistes exilés en leur offrant un soutien administratif, social et culturel.
- Renforcer leurs compétences journalistiques et les aider à produire une information indépendante et objective.
- Favoriser la visibilité des journalistes en exil en leur offrant des espaces pour s'exprimer et créer des synergies avec d'autres professionnels.

La première promotion de journalistes exilés soutenus est composée de :

Abdoulaye Oumou Sow (Guinée), Ahmed Abdeen (Égypte), Ahmed Bizhan Aryan (Afghanistan), Asal Abasian (Iran), Farshad Fattahi (Afghanistan), Halima Karimi (Afghanistan), Hanna Shpakava (Biélorus), Jean Samuel Mentor (Haïti), Mohammad Mohammad (Syrie), Mohamed Maher Akl (Égypte), Naama Al Alwani (Syrie), Noorwali Khpalwak (Afghanistan), Sayas Mursal (Afghanistan), Sharareh Mehboudi (Iran), Shadi Matar (Syrie), Solafa Magdy (Égypte), Walid Bourouis (Tunisie).



titre de séjour. Pour les accompagner, le bureau assistance travaille avec un avocat spécialisé dans le droit des étrangers qui propose une assistance juridique aux journalistes russes, leur permettant ainsi de pérenniser leur titre de séjour.

B/ Kirghizistan : une année sombre pour la liberté de la presse

2024 aura été une année difficile au Kirghizistan : une douzaine de journalistes ont été arrêtés, dont certains ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Le gouvernement a mis en place des lois répressives visant à réduire au silence les voix indépendantes et critiques du pays.

Début janvier 2024, à la suite de l'arrestation de 11 journalistes ayant travaillé sur des enquêtes de corruption, le bureau assistance a fait face à une très nette augmentation des demandes de soutien de la part des journalistes kirghizes. Inquiets pour leur sécurité, craignant tout particulièrement une arrestation arbitraire, à l'instar de leurs confrères et consœurs, 16 professionnels des médias ont bénéficié d'un soutien financier du bureau assistance entre janvier et juin, leur permettant de quitter leur pays pour se mettre à l'abri. La majorité d'entre eux se sont installés en Géorgie et tentent tant bien que mal de continuer à informer la population kirghize depuis l'exil, malgré un contexte politique géorgien qui ne leur est pas favorable non plus.

Pour ceux qui n'ont pas réussi à partir et qui ont fait l'objet d'une arrestation, le bureau assistance propose un

soutien financier visant à prendre en charge une partie de leurs frais d'avocat. Ceux-ci s'élevant souvent à plusieurs milliers d'euros, l'assistance se coordonne avec plusieurs organisations partenaires afin de couvrir les montants nécessaires.

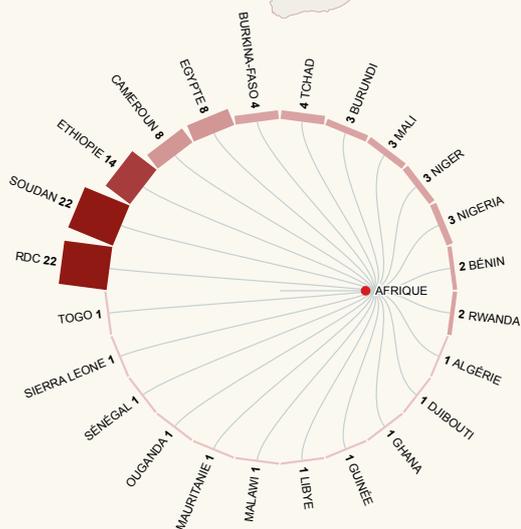
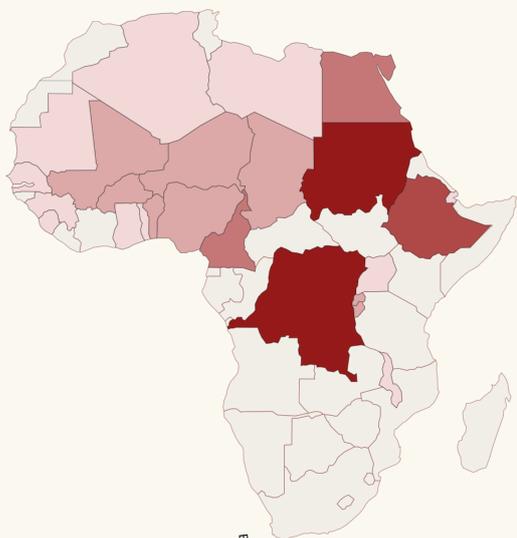
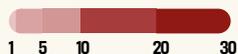
G/ Azerbaïdjan : vague d'arrestations et exil forcé

En 2024, le paysage médiatique en Azerbaïdjan a été marqué par plusieurs vagues d'arrestations touchant particulièrement des journalistes d'investigation. Lors du dernier coup de filet du 8 décembre dernier, six journalistes de la chaîne d'information indépendante *Meydan TV*, dont le siège se trouve en Allemagne, ont été placés en détention provisoire. Ils risquent jusqu'à huit ans de prison pour avoir exercé leur métier. En 2024, le bureau assistance a soutenu financièrement 12 professionnels des médias dont huit se trouvaient derrière les barreaux lorsqu'ils ont bénéficié de l'aide de RSF. Ces bourses d'assistance leur ont permis de prendre en charge une partie de leurs frais d'avocat ou de couvrir les besoins de leur famille.

Craignant à leur tour une arrestation, plusieurs journalistes ont fait le choix de quitter le pays en urgence en 2024. Quatre d'entre eux ont bénéficié d'un soutien financier du bureau assistance pour couvrir leurs frais de réinstallation. Parmi eux, deux journalistes azéris ont récemment rejoint la France où ils souhaitent obtenir l'asile afin de continuer leur activité en sécurité.

109 journalistes d'Afrique soutenus par RSF en 2024

Nombre de journalistes soutenus



En 2024, le bureau assistance a répondu en urgence pour garantir la sécurité de

22

journalistes congolais.



AFRIQUE

LES JOURNALISTES FORCÉS À L'EXIL EN RAISON DES CONFLITS ARMÉS

A/ RDC : impunité, insécurité et conflits armés forcent les journalistes à se déplacer

Si un certain pluralisme des médias existe en République démocratique du Congo (RDC), les journalistes exercent dans un environnement particulièrement hostile, où ils subissent quotidiennement des menaces, des violences, des arrestations arbitraires et sont parfois même assassinés. L'impunité des crimes commis contre les professionnels des médias reste omniprésente. La situation est préoccupante dans la capitale Kinshasa, ainsi que dans les régions du Maï-Ndombe à l'ouest et du Sud et Nord-Kivu à l'est, particulièrement touchées par les conflits entre forces gouvernementales et groupes armés.

En 2024, le bureau assistance a ainsi répondu en urgence pour garantir la sécurité de 22 journalistes congolais et pour leur permettre de poursuivre leurs activités. Quatre journalistes violemment agressés en 2024, alors qu'ils tournaient des reportages, ont bénéficié d'un appui médical, tandis que cinq autres ont reçu des fonds pour remplacer leur matériel volontairement détruit ou volé au cours d'une attaque visant à empêcher leurs activités. RSF a également pris en charge les frais de défense de deux journalistes poursuivis pour « propagation de faux bruits » et « diffusion de fausses informations », des accusations courantes après la publication de travaux d'enquête compromettants pour le gouvernement ou des proches du pouvoir.

Les efforts ont principalement été dirigés vers la réinstallation d'urgence de journalistes dont la sécurité était menacée. Le soutien de l'organisation a ainsi permis à dix journalistes de quitter précipitamment les zones de conflit où ils exerçaient, principalement dans le Nord-Kivu et dans la province de Maï-Ndombe. Dans le contexte congolais, des réinstallations internes sont privilégiées, ce qui permet aux journalistes de reprendre leurs activités après avoir passé un certain temps dans la clandestinité. Face à l'ampleur des besoins, RSF et l'Union nationale de la presse congolaise (UNPC) ont ouvert, en septembre 2024, une résidence d'accueil à Goma, grande ville de l'est du pays, pour abriter temporairement des journalistes déplacés du Nord-Kivu. Malgré toutes ces difficultés, nombre de journalistes continuent à documenter les exactions commises dans tout le pays, parfois en risquant leur vie.

B/ Soudan : fuir ou couvrir la guerre au péril de sa vie, le douloureux choix des journalistes

Dans un contexte de guerre opposant l'armée régulière et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) depuis le 15 avril 2023, le Soudan est à ce jour l'un des pires endroits du globe pour exercer le métier de journaliste. En 2024, six journalistes soudanais ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions et 12 ont été arrêtés. Le média soudanais *Sudania 24* a dû cesser de diffuser depuis le Soudan. La chaîne *Sudan Bokra*, qui émettait depuis l'Égypte, a dû mettre un terme à sa diffusion à l'antenne, se restreignant à Youtube, en raison des pressions.

Depuis le début des affrontements entre les forces armées soudanaises et les troupes des FSR en avril 2023, le bureau assistance a été en mesure d'apporter un soutien à 38 journalistes soudanais faisant l'objet d'un ciblage direct à cause de leur travail, dont 22 en 2024. Pour la quasi-totalité d'entre eux, il s'agit de soutiens financiers destinés à couvrir leurs besoins essentiels dans le cadre de leur exil précipité, principalement au Kenya, en Ouganda et en Égypte, où ils peinent à légaliser leur présence. Certaines bourses avaient pour vocation d'aider les journalistes à quitter le Soudan ou à se déplacer à l'intérieur du pays pour se mettre en sécurité. Deux journalistes ont par ailleurs reçu une bourse destinée au rachat de matériel professionnel pour reprendre leurs activités et couvrir les événements dans leur pays. Pour le bureau assistance, identifier les journalistes en danger en raison de leur mission d'information et être identifié par eux ont constitué les deux principaux défis, qui ont su être relevés en 2024 au Soudan, où de larges pans du territoire sont devenus des zones de quasi non-information depuis le début de la guerre.

Inauguration d'une résidence à Goma



C/ En Éthiopie, la fuite des journalistes pris au piège d'un conflit sans fin

Plus de quatre ans après le début de la guerre au Tigré, et une recrudescence des violences entre le gouvernement et les factions rebelles dans la région Amhara, les journalistes continuent à être en première ligne. Si les autorités redoublent leurs efforts de propagande pour diffuser leur narratif du conflit, le groupe armé rebelle qui revendique l'autodétermination, le Front de Libération du peuple du Tigré, diffuse également de la désinformation en sa faveur. Les journalistes sont ainsi susceptibles de se retrouver ciblés par le gouvernement et intimidés par ses opposants, lorsqu'ils diffusent des informations jugées sensibles ou tentent de couvrir les violations des droits humains.

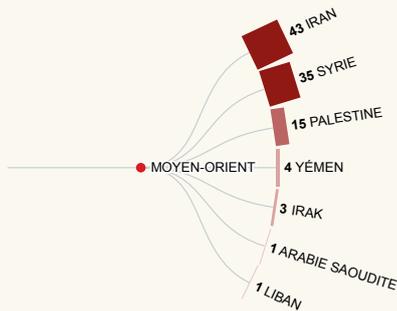
Quelques signes d'assouplissement ont été observés avec la libération de journalistes détenus arbitrairement en 2024, mais le régime du Premier ministre Abiy Ahmed persiste dans la répression. Accusations de « *promotion du terrorisme* », harcèlement systématique et arrestations arbitraires continuent de viser journalistes locaux et étrangers, comme l'a illustré l'arrestation du reporter français Antoine Galindo du média *Africa Intelligence* début 2024, qui a finalement été libéré et expulsé.

De nombreux journalistes ayant couvert des sujets liés au conflit ou critiquant le gouvernement, souvent déjà poursuivis en justice, se voient contraints à l'exil. Cette année, sur les 11 journalistes soutenus financièrement par le bureau assistance, sept ont dû se réfugier en Ouganda. RSF a également soutenu quatre autres journalistes, toujours actifs sur place, afin qu'ils puissent racheter du matériel et continuer leur travail.

Mais à Kampala, capitale de l'Ouganda, les journalistes exilés font encore face à l'insécurité, exacerbée par les tensions entre les différentes communautés d'exilés éthiopiens. De plus, l'accès à une procédure d'asile reste complexe, tout comme une éventuelle réinstallation dans un pays plus sûr. Dans ce contexte, exercer le métier de journaliste devient presque impossible.

102 journalistes du Moyen-Orient soutenus par RSF en 2024

Nombre de journalistes soutenus



En 2024, le bureau assistance de RSF a soutenu

43 journalistes iraniens en exil.



MOYEN-ORIENT

LA GUERRE CONTRE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN IRAN, EN SYRIE ET EN PALESTINE

A/ Iran, l'exil sous surveillance : les journalistes victimes de la répression au-delà des frontières

La République islamique d'Iran reste l'un des régimes les plus répressifs envers les journalistes. En 2024, le bureau assistance de RSF a soutenu 43 journalistes iraniens en exil.

Ils ont dû quitter l'Iran en raison des pressions et des menaces constantes d'emprisonnement ou sur leur vie. Toutefois, leur exil ne les protège pas totalement. Nombreux sont ceux qui vivent aujourd'hui en Turquie ou au Kurdistan irakien, des régions géographiquement proches de l'Iran, où la répression des gardiens de la révolution islamique (pasdarans) peut encore les atteindre.

Ces journalistes sont constamment sous la menace de représailles violentes, et leurs familles restées en Iran sont prises en otage. Les autorités iraniennes exercent une pression psychologique et physique sur leurs proches, qu'elles convoquent régulièrement, afin de forcer les journalistes exilés à abandonner leur travail journalistique. La situation de ces journalistes en exil est d'autant plus précaire que certains pays, comme l'Irak, ont des accords d'extradition avec l'Iran, augmentant ainsi le risque d'expulsion vers un pays où la liberté d'expression est criminalisée. La répression s'intensifie à mesure que ces journalistes continuent de relater la réalité en Iran, malgré les dangers qui les entourent encore à distance. Ils sont des témoins essentiels de ce qui se passe dans leur pays, mais leur engagement à continuer à informer et à dénoncer les violations des droits humains met leur vie et celle de leurs proches en danger. RSF a aussi publié un [rapport sur la répression transnationale des journalistes iraniens au Royaume-Uni](#).

B/ Palestine : plus de 150 journalistes tués à Gaza par l'armée israélienne dans un territoire fermé

La Palestine est devenue le pays le plus dangereux au monde pour les professionnels des médias avec plus de 150 journalistes tués par l'armée israélienne depuis octobre 2023, dont au moins 41 ciblés ou tués en raison de leur travail. En parallèle des [distributions](#) d'équipements professionnels effectuées à l'intérieur de la bande de Gaza grâce à notre partenaire local Arab Reporters for Investigative Journalism (ARIJ), le bureau assistance de RSF s'est mobilisé auprès des journalistes palestiniens qui ont réussi à quitter l'enclave palestinienne avant l'opération militaire israélienne, qui a conduit à la fermeture du poste-frontière de Rafah en mai 2024.

Le bureau assistance a mis en place un soutien financier pour 15 journalistes gazaouis ayant trouvé refuge dans des pays voisins, notamment en Égypte, au Qatar et en Turquie, pour leur permettre de

subvenir à leurs besoins immédiats, et aussi pour les aider à organiser leur réinstallation dans ces pays.

En plus de l'aide financière, le bureau assistance de RSF a également joué un rôle clé dans les démarches administratives de certains journalistes, notamment en facilitant leurs demandes de visa. Deux d'entre eux ont ainsi pu bénéficier de l'appui de l'organisation pour obtenir un visa auprès du consulat français au Caire et ont ainsi pu quitter la région pour rejoindre la France, où ils peuvent désormais continuer à exercer leur profession en sécurité et en liberté.

C/ Syrie : les journalistes dénués de toute protection

Si la récente chute du régime de Bachar al-Assad laisse entrevoir une perspective d'espoir pour l'avenir de la presse, la Syrie a été pendant plus de 13 ans de conflit l'un des pires pays pour exercer le métier de journaliste. Les groupes rebelles ne sont pas non plus exempts de crimes commis contre les professionnels des médias. La Syrie occupe la 179^e place sur 180 pays dans le Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF en 2024.

Espérant échapper à la censure meurtrière du régime, autant qu'aux exactions commises par les forces contrôlant des zones dites « libres », la plupart des journalistes syriens ont été contraints à l'exil. La grande majorité d'entre eux a

trouvé refuge en Turquie, au Liban, en Jordanie et en Irak, pensant y être protégés. Mais cette dernière année reste marquée par des campagnes d'arrestations et d'expulsions massives de ressortissants syriens par ces pays d'accueil, n'assurant aucune garantie de protection aux journalistes en proie à des risques élevés en cas de retour forcé dans leur pays. En Turquie, premier pays d'accueil des déplacés syriens, la révocation des cartes de protection et le renvoi arbitraire de plusieurs milliers d'entre eux, représentaient une réelle menace pour les journalistes syriens s'attendant à dénoncer les crimes du régime, autant que ceux attribués au groupe islamiste Hayat Tahrir al Cham (HTS), aux forces démocratiques syriennes (FDS), ou à l'Armée nationale syrienne (ANS), pour ne citer qu'eux.

Dans ce contexte, les soutiens apportés par RSF aux journalistes syriens en 2024 ont quasiment tous été destinés à des journalistes déplacés en Turquie, au Liban et en Irak, et ayant déposé une demande de visa pour la France depuis leur pays d'exil par crainte d'expulsion. L'équipe du bureau assistance de RSF a soutenu 23 nouvelles demandes de visa de journalistes syriens en exil en 2024, lesquels ont pu bénéficier d'un soutien et d'un suivi continu avec les consulats français des pays susmentionnés. Par ailleurs, 12 bourses ont été envoyées à des journalistes syriens en 2024, pour couvrir les frais de réinstallation et de remplacement de matériel.



TIM AL-SIOUFI OU LA RÉSILIENCE DU JOURNALISME FACE AUX EXACTIONS EN SYRIE

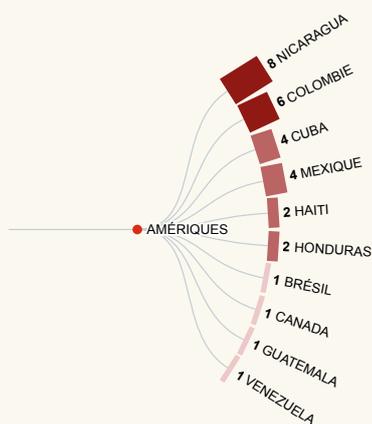


Tim Al-Sioufi – pseudonyme d'Abdelrahman Al-Halawani – est un photojournaliste qui documente les atrocités de la guerre en Syrie depuis 2013. Il a commencé son parcours en recueillant les témoignages de survivants des attaques chimiques dans la Ghouta orientale, au nord-est de la capitale, Damas. La même année, il a travaillé à l'ouverture d'un bureau pour les reporters documentant les exactions commises dans la région par le régime et les factions de l'opposition. Cependant, celui-ci a subi de nombreuses attaques de la part de la faction armée qui contrôlait la Ghouta orientale à l'époque. Le 22 octobre 2016, alors qu'il couvrait une manifestation pacifique dans la ville d'Ein Tarma, Tim Al-Sioufi a été touché par une balle perdue. En mars 2017, la milice a affiché sa photo dans la ville de Douma, l'accusant de « blasphème » et appelant à son arrestation. Malgré ces menaces, Tim Al-Sioufi a courageusement poursuivi son travail, produisant en 2018 le documentaire primé *Douma Underground*. Après la reprise de Douma par le régime, Tim Al-Sioufi s'est rendu dans la province d'Alep, où il a continué à documenter la vie quotidienne des civils dans des conditions difficiles. Il y a subi des menaces et des pressions de la part de la Division al-Hamza, groupe armé qui a aussi arrêté son frère, le journaliste Abdullah Al-Halaboni, en juillet 2018. Ce dernier a été libéré un mois plus tard après avoir subi des actes de torture et des menaces d'exécution s'il poursuivait son travail. Face à l'escalade des risques, les deux frères ont décidé de quitter la Syrie pour la Turquie en 2019. Pendant son séjour en Turquie, Tim Al-Sioufi a collaboré avec le Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM), fournissant des vidéos qui documentaient la torture et les meurtres dans les prisons syriennes. Avec le soutien de RSF, Tim Al-Sioufi a obtenu un visa pour la France en mars 2024, puis le statut de réfugié en octobre de la même année. Dans un message adressé à RSF en décembre, il témoigne :

« Je tiens à exprimer [à RSF] ma profonde gratitude pour le rôle crucial que vous avez joué dans le soutien au peuple syrien et pour votre défense inébranlable de la liberté de la presse et des droits de l'homme, en particulier pendant les périodes les plus sombres que nous avons traversées. Les efforts et le courage dont vous avez fait preuve pour révéler la vérité et faire entendre la voix des Syriens au monde entier ont été une lueur d'espoir au milieu des ténèbres que nous avons traversées. Votre soutien indéfectible au peuple syrien et votre engagement en faveur des valeurs de liberté et de démocratie font de vous un véritable partenaire dans ce moment historique auquel nous assistons aujourd'hui. »

30 journalistes des Amériques soutenus par RSF en 2024

Nombre de journalistes soutenus



AMÉRIQUES

L'ACHARNEMENT DES AUTORITÉS À L'ÉGARD DES VOIX CRITIQUES AU NICARAGUA

Le régime de Daniel Ortega ne cesse d'intensifier sa répression contre les journalistes indépendants, l'une de ses principales cibles. Arrestations, harcèlement, poursuites judiciaires, expulsions ou retrait de la nationalité : tous les moyens sont déployés pour tenter de faire taire les voix critiques ou les expulser.

En 2024, RSF a apporté un soutien financier à cinq journalistes exilés au Costa Rica pour subvenir à leurs besoins, ainsi qu'à trois autres exilés aux États-Unis. Malgré l'exil, certains continuent à couvrir les abus du régime et l'actualité nicaraguayenne, notamment au Costa Rica voisin. Dans un contexte où les journalistes indépendants encore actifs opèrent dans une clandestinité totale, la situation laisse craindre une dégradation extrême de l'accès à l'information au Nicaragua, jusqu'à devenir une véritable zone de non-information. En 2024, le bureau assistance a également fourni une bourse de réinstallation à une journaliste continuant à opérer à l'intérieur de pays et souhaitant changer de région pour assurer sa sécurité.



FOCUS

La Prensa : symbole de la répression de la presse au Nicaragua

Depuis 2021, *La Prensa*, média indépendant emblématique, est devenu une cible majeure du régime : locaux fermés, matériel saisi, le directeur général **Juan Lorenzo Holmann Chamorro** et son ancien directeur **Pedro Joaquín Chamorro Barrios** arrêtés... De 2023 à 2024, le bureau assistance de RSF a octroyé une bourse de réinstallation d'urgence à huit anciens ou actuels collaborateurs de ce journal afin qu'ils puissent quitter le pays en sécurité.

Eduardo Enriquez, correspondant de RSF et rédacteur en chef de *La Prensa* témoigne : « *Au total, 17 journalistes ont quitté le pays pour le Costa Rica [...]. Grâce au soutien des directeurs du journal et d'organisations telles que RSF, ils ont pu réorganiser la rédaction [...]. Aujourd'hui, [celle-ci] est virtuelle, et nous travaillons depuis le Costa Rica, le Mexique, le Canada et les États-Unis. Continuer à pratiquer le journalisme reste un véritable défi. [...] les difficultés économiques rencontrées par La Prensa compliquent le maintien de ses activités et le soutien de son équipe [...]. Il est admirable de voir comment [ses] journalistes continuent à faire de grands sacrifices pour informer les Nicaraguayens, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, sur les abus de la dictature d'Ortega Murillo et sur le Nicaragua. La Prensa est le seul média généraliste qui continue à informer. »*

LES RECOMMANDATIONS



Au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) :

- > **Demander** au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme d'établir un rapport sur la question des journalistes en exil traitant des motifs de leur fuite ou de leur situation dans leur pays de refuge et d'effectuer des recommandations.
- > **Garantir** un meilleur accès des journalistes réfugiés à des mesures de protection individuelle, aux programmes de refuges urbains, de réinstallation, ainsi qu'à la procédure de réinstallation d'urgence et au mécanismes d'évacuation temporaire dans des pays sûrs des Nations unies.
- > **Protéger** les journalistes en exil des mesures de refoulement vers leur pays d'origine.

Aux États de transit ou de « premier accueil » :

- > **Permettre** aux journalistes de s'établir hors des camps de réfugiés, lorsqu'ils y sont menacés.
- > **Enquêter** de manière systématique et transparente sur les attaques dont sont victimes les journalistes réfugiés sur leur territoire, y compris lorsque des représentants des autorités locales sont mis en cause.
- > **Protéger** les journalistes en exil cherchant refuge sur leur territoire, des manœuvres de persécutions ou de représailles des agents gouvernementaux de leurs pays d'origine.
- > **S'engager** à ne pas refouler les journalistes en exil vers leur pays d'origine.

Aux pays de réinstallation et d'asile :

- > **Augmenter** leurs quotas nationaux de réinstallation onusienne et assurer le traitement prioritaire des dossiers de journalistes en exil.
- > **Instaurer** un visa d'urgence spécifiquement destiné aux journalistes en danger.
- > En l'absence de visa d'urgence dédié aux journalistes, **s'engager** à traiter de manière prioritaire les demandes de visa provenant de journalistes faisant l'objet de menaces à cause de leur activité journalistique.
- > **Veiller** à ce que les visas soient également accordés aux membres de la famille immédiate ou aux personnes à charge des journalistes menacés qui obtiennent un visa.
- > En cas de révocation ou d'annulation du passeport d'un journaliste en danger par son pays d'origine, **délivrer** des documents de voyage temporaires.
- > **Clarifier** dans leur législation nationale le fait que les journalistes en danger peuvent être considérés comme des réfugiés au sens de la Convention relative au statut des réfugiés ou être éligibles à une protection internationale.
- > **Financer** le développement de programmes de soutien et d'intégration (tels que le programme Voix en exil en France) qui aident les journalistes dans leur vie quotidienne dans leur pays d'accueil.
- > **Faciliter** la délivrance de permis de séjour et de travail aux journalistes exilés.





REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'UNESCO, l'organisation basée à Paris dispose de 13 bureaux et sections dans le monde et de correspondants dans plus 130 pays.